



Le mardi 29 janv 2008

Commissions scolaires : plus puissantes, pour intéresser davantage le public

[Isabelle Mathieu](#)

Le Soleil
Québec

Plus les commissions scolaires seront autonomes et puissantes, plus les citoyens s'y intéresseront. C'est le pari que fait la Fédération des commissions scolaires (FCSQ), dans son mémoire déposé hier à la ministre de l'Éducation, en vue du débat sur la démocratie scolaire.

Quelques mois après des élections scolaires où le taux de participation a touché de nouveau le plancher de 8 %, le Québec s'apprête à revivre un débat sur le sort des 72 commissions scolaires.

Aux antipodes de l'Action démocratique du Québec, qui fait la promesse d'abolir les commissions scolaires, la FCSQ réclame plus de marge de manœuvre, tant légalement que financièrement.

Cet élargissement des pouvoirs est obligatoire si l'on veut augmenter la participation aux élections scolaires, estime la Fédération.

Si l'on condamne les commissions scolaires à appliquer des décisions déjà prises au ministère de l'Éducation, on ne suscitera jamais l'intérêt des citoyens, estime André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires.

Les commissions scolaires ne veulent pas s'immiscer dans les programmes de formation élaborés au ministère, précise M. Caron. «Ce qu'on veut pouvoir faire, c'est, par exemple, pour un jeune qui ne peut pas faire d'éducation physique, ne pas avoir à demander la permission à la ministre de l'Éducation, mais pouvoir prendre la décision à notre niveau», illustre-t-il.

Mauvaise nouvelle pour les contribuables, les commissions scolaires veulent pouvoir «déplafonner» la taxe scolaire — présentement fixée à 0,35 \$ du 100 \$ d'évaluation — et imposer un taux de taxe en fonction des services à offrir dans chaque milieu. «Les électeurs seraient alors plus nombreux à s'intéresser aux débats sur l'éducation ainsi qu'à l'administration scolaire, croit la Fédération. Les élus scolaires seraient alors davantage redevables envers les électeurs.»

À l'invitation de la ministre Michelle Courchesne, une quarantaine d'acteurs du monde scolaire débattront de la démocratie scolaire à Québec, les 20 et 21 février.



Le mardi 29 janv 2008

Sodium: des chaînes de restauration dénoncées

Presse Canadienne
Ottawa

Trois organisations canadiennes qui militent pour la santé et la bonne alimentation dénoncent plus particulièrement la chaîne de restaurants A & W parce qu'elle offre à son menu le «Chubby Junior», un repas qui contient 1910 milligrammes de sodium, soit 710 milligrammes de plus que l'apport quotidien total recommandé pour des enfants de quatre à huit ans.

Le repas «Chubby Junior», qui est également très riche en gras saturés et en calories, comprend deux morceaux de poulet et des frites.

Le Réseau canadien contre les accidents cérébrovasculaires, le Réseau canadien en obésité et le Réseau des aliments et des matériaux d'avant-garde invitent les parents à se soucier du sodium dans l'alimentation de leurs enfants. Le porte-parole, le Dr Antoine Hakim, rappelle qu'un régime à forte teneur en sodium augmente la pression artérielle des enfants et les met plus à risque d'accident vasculaire cérébral à l'âge adulte.

De plus, les personnes obèses sont extrêmement sensibles au sodium car elles sont plus susceptibles que les autres de retenir des liquides et d'avoir des augmentations plus marquées de la pression artérielle lorsqu'elles consomment de considérables quantités de sel.

Les hamburgers, les pizzas et les sous-marins figurent parmi les principales sources de consommation totale de sodium. Les trois réseaux nationaux signalent que de nombreux restaurants attirent les enfants vers ces aliments chargés en sodium par des jouets, des concours et des clubs anniversaire.

L'apport quotidien recommandé pour les enfants est de 1000 mg de sodium de un à trois ans, de 1200 mg de quatre à huit ans et de 1500 mg à partir de neuf ans. Pourtant, selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, plus de 80 pour cent des enfants canadiens de un à huit ans ingèrent bien davantage de sodium que l'apport nutritionnel recommandé.

Le réseau dresse une liste de produits d'autres chaînes de restauration. Le hamburger Quesadilla avec bacon du menu pour enfants de Boston Pizza contient 1720 mg de sodium; le repas au hamburger pour les petits de Harvey's contient 1485 mg de sodium; le sandwich au fromage fondant du menu pour enfants de Swiss Chalet contient 1120 mg; le petit cheeseburger deluxe de Wendy's contient 690 mg de sodium; le sandwich Whopper Junior avec fromage de Burger King contient 700 mg de sodium alors que le sandwich junior au poulet de McDonald's contient 760 mg de sodium.

The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red rounded rectangular background.

Le mardi 29 janv 2008

Les toilettes à l'école trop sales pour les petits français

Agence France-Presse
Paris

La principale fédération française de parents d'élèves (FCPE) a jugé mardi que la question des toilettes dans les écoles était «une véritable question de santé publique», après la publication d'un rapport révélant que beaucoup d'enfants les trouvaient trop sales pour y aller.

Lors de l'année scolaire 2005-2006, «près de la moitié des élèves avouent avoir eu mal au ventre parce qu'ils n'avaient pas pu aller aux toilettes», selon une enquête officielle, qui relève que les principales raisons évoquées sont l'odeur (73%) et le manque des propreté (57% des réponses).

Le rapport relève qu'une «portion non négligeable» d'élèves présentent des pathologies qui paraissent liées à la non-fréquentation des toilettes, comme les infections urinaires.

Se félicitant «qu'un rapport sur l'état des toilettes dans les écoles primaires et de ses conséquences pour la santé des enfants ait enfin été publié», la FCPE a demandé que la question des toilettes «soit traitée comme une véritable question de santé publique», dans un communiqué.

La fédération de parents d'élèves «exige de l'Education nationale et des collectivités territoriales, la mise en place d'une politique d'éducation à l'hygiène impliquant enfants, parents, enseignants et personnels de service et de santé».

Le mardi 29 janv 2008

Le français en arrache jusqu'à Kuujjuaq

[Isabelle Hachey](#)

La Presse

Quand Joé Juneau a déménagé à Kuujjuaq, en septembre, il croyait que ses deux filles auraient droit à une éducation en français. Il avait tort. Au Nunavik, jusqu'à la troisième année du primaire, la langue d'enseignement est exclusivement l'inuktitut. Une situation qui contribue à l'énorme roulement de personnel dans le Grand Nord, puisqu'elle pousse les jeunes couples francophones à retourner «dans le Sud» dès que leurs enfants atteignent l'âge scolaire. Et qui risque aussi de briser l'élan de l'ancien hockeyeur.

Elsa Moreau sourit en évoquant la nouvelle passion de son homme, Joé Juneau. L'an dernier, le couple s'est installé avec ses deux filles au Nunavik, où l'ancien joueur du Canadien encourage les jeunes Inuits à rester à l'école en leur livrant les secrets qui leur permettraient peut-être, un jour, de manier la rondelle et de patiner comme des champions. «Joé, je ne l'ai jamais vu heureux comme ça depuis...» La jolie blonde réfléchit une seconde, puis reprend: «En fait, je ne l'ai jamais vu heureux comme ça!»

Au fil des mois, M. Juneau - sacré personnalité de l'année 2007 par *La Presse* et Radio-Canada - s'est attaché aux jeunes qui participent à son programme de hockey, dont la première condition d'adhésion, non négociable, est une présence assidue en classe. Mais voilà, M. Juneau et sa famille pourraient être forcés de rentrer «au Sud» dès l'année prochaine. C'est que celui qui travaille pour la réussite scolaire de centaines de jeunes Inuits n'est pas prêt à sacrifier celle de ses propres enfants.

Et il n'est pas le seul à être confronté à ce dilemme.

Au Nunavik, les classes de maternelle, de première année et de deuxième année se donnent exclusivement en inuktitut, la langue maternelle des Inuits. Jacques Pasquet, ancien conseiller pédagogique pour la Commission scolaire Kativik (CSK), a vu de nombreux couples quitter le Nunavik dès que leurs enfants avaient atteint l'âge scolaire. «Les familles francophones doivent faire un choix: est-ce qu'on reste ici en risquant que nos enfants aient un niveau scolaire beaucoup plus faible, ou est-ce qu'on repart au Sud? La plupart repartent.»

Les filles des Juneau, Ophélie et Héloïse, ont fait leur entrée dans le monde scolaire sur des chaises IKEA, accoudées à des tables de chevet converties en pupitres. Leur salle de classe, c'est une minuscule chambre dans la maison d'Éric Rousseau, à Kuujjuaq. Pour le moment, c'est lui qui leur fait la classe, en même temps qu'à sa propre fille. «On ramène des livres quand on va dans le Sud, parce qu'on ne nous a rien fourni», explique M. Rousseau, qui a sacrifié son salaire d'enseignant pour se consacrer aux enfants. «On aimerait à tout le moins qu'on nous donne un local et des fonds qui ont de l'allure.»

Elsa Moreau avoue ne pas s'être trop renseignée avant le déménagement. «On était peut-être un peu naïfs, mais on croyait qu'en étant au Québec, nos filles allaient avoir droit à l'éducation en français.» En fait, la Convention de la Baie-James accorde une grande autonomie aux Inuits pour gérer leurs propres programmes et déterminer leur langue d'enseignement, explique Debbie Astroff, porte-parole de la CSK. C'est ce qui fait en sorte qu'ironiquement, des familles québécoises songent à quitter le nord de

leur province pour s'établir à Iqaluit (Nunavut) ou à Whitehorse (Yukon), où il y a des écoles francophones.

C'est le cas de la biologiste Nathalie Girard, dont la fille Mirka entrera au primaire en septembre. «Je veux bien essayer par moi-même, mais je sais qu'enseigner à mon enfant de 15h30 à 17h après l'école inuktitut, ça demande beaucoup d'énergie et j'ignore si j'en serai capable. Si malheureusement je n'y arrive pas, je vais devoir m'exiler à Iqaluit, où je pourrai continuer à travailler dans mon domaine.»

Les parents francophones interrogés par *La Presse* insistent pour dire qu'ils comprennent la position délicate de la CSK, qu'ils ne critiquent pas. «On souhaite que nos enfants sachent bien maîtriser leur langue maternelle. Les Inuits veulent exactement la même chose. C'est pour ça qu'ils ont établi ces règles», souligne Mme Girard, qui se sent toutefois «délaissée» par le ministère de l'Éducation. Ce dernier hésite à s'ingérer dans les affaires de la CSK. Il rencontrera cependant les commissaires inuits en février pour tenter de les sensibiliser au problème.

Freiner le roulement

"Il faut absolument faire en sorte que les Inuits puissent conserver ce qu'il reste de leur culture, et cela comprend leur langue, dit M. Juneau. Mais il y a un besoin réel pour une classe en français. Cela permettrait de freiner le roulement d'avocats, d'enseignants et d'infirmières, tous ces professionnels qui occupent des rôles primordiaux dans la société au Nunavik et qui sont obligés, au bout de deux ou trois ans, de retourner dans le Sud pour que leurs enfants puissent obtenir une éducation adéquate."

Pas moins de 965 jeunes Inuits sont inscrits au programme de M. Juneau - 10% de la population du Nunavik. Et ça marche. "Ce matin, j'ai croisé un employé de Bell qui m'a dit: "Juste dans la rue, on voit une différence! """, raconte l'ancien hockeyeur, déchiré à l'idée de devoir abandonner tous ces jeunes qui lui font confiance. "Si nous partons, c'est que nous y serons forcés. Le futur de nos enfants n'est pas en inuktitut. Le futur de nos enfants est en français."

The logo for Cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red rounded rectangular background.

Le lundi 28 janv 2008

Le satellite espion américain s'écrasera «fin février, début mars»

Agence France-Presse
Washington

Le satellite américain en train de quitter son orbite devrait s'écraser sur Terre «fin février, début mars» selon les estimations du Pentagone, a indiqué lundi un de ses porte-parole, Bryan Whitman.

Interrogé par la presse sur la date estimée de l'impact, M. Whitman a déclaré: «Dans les prochaines semaines, fin février ou début mars».

Il a par ailleurs refusé de donner des précisions sur le type de satellite avarié ou sur le possible lieu d'impact.

«Nous sommes au courant, nous suivons la situation, nous prenons au sérieux nos obligations relatives à l'espace», qui est «crucial pour la défense nationale américaine», a-t-il commenté.

Toutefois, a-t-il relativisé, «nous suivons tous les objets fabriqués par l'Homme en orbite autour de la Terre», et «depuis 50 ans, plus de 17 000 de ces objets sont rentrés dans l'atmosphère».

Les États-Unis disposent du réseau de satellites espions le plus dense au monde. Il leur permet de mener une guerre d'un nouveau type, renonçant au tapis de bombes qui a longtemps caractérisé leur stratégie militaire, pour des frappes «chirurgicales» d'objectifs définis au décimètre près depuis l'espace.

The logo for cyberpresse.ca, featuring the text "cyberpresse.ca" in white lowercase letters on a red rounded rectangular background.

Le mardi 29 janv 2008

La direction de l'UQTR veut un conciliateur

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

La direction de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) demande l'intervention d'un conciliateur du ministère du Travail dans le conflit qui l'oppose au syndicat des professeurs.

La requête a été formulée hier en fin de journée à la suite d'une séance de négociation infructueuse et alors que, ce matin, les professeurs prévoient tenir une demi-journée de grève. Cette demande a surpris le syndicat des professeurs. «Si cela peut accélérer les choses, tant mieux. Mais, la dernière négociation, en présence d'un conciliateur, s'est étirée sur deux ans», a noté le président du syndicat, Michel Volle.

Les professeurs réclament entre autres le rattrapage salarial avec leurs collègues des autres universités, dont Sherbrooke, et l'augmentation du nombre de professeurs. Les offres de l'université s'élèvent à 14 millions pour cinq ans. Les professeurs chiffrent plutôt leurs demandes à 26 millions. Les deux parties se retrouveront à la table de négociations au plus tard le 4 février. D'ici là, les professeurs ont prévu une deuxième demi-journée de grève jeudi. Ils étudieront à ce moment la possibilité d'accentuer leurs moyens de pression.

More than daily dose of salt in one fast food kids' meal: study

Sharon Kirkey

The Ottawa Citizen

Tuesday, January 29, 2008

Fast food kids' meals are so salty that three national research networks are warning parents they could be feeding their children the equivalent of more than a day's worth of sodium in one kiddie meal picked up at a drive-thru.

Salty diets are causing elevated blood pressure in children, and the higher the blood pressure in childhood, the higher it is later in life, increasing the risk of heart attack and stroke.

Three of Canada's Networks of Centres of Excellence, which scanned the nutritional breakdown for menu items posted on corporate websites on Jan. 23, found meals containing hundreds of milligrams more sodium than the daily recommended intake for children.

For example, A&W's Chubby Junior meal, which includes two Chubby chicken pieces and fries, was listed as containing 1,910 milligrams of sodium. A child-sized Coke or A&W Root Beer would add another 40 milligrams of sodium, according to the survey, for a total of 1,950 milligrams of sodium.

A Harvey's Hamburger Kids meal contains 1,560 milligrams of sodium, based on the cheeseburger, fries and Pepsi.

The recommended total daily sodium intake for four- to eight-year olds is 1,200 milligrams.

A single grilled cheese sandwich from the kids' menu at Swiss Chalet contains 1,120 milligrams of sodium, according to the survey, to be released today.

"If you overeat sodium, if you overeat salt, your blood pressure is going to go up," says Dr. Antoine Hakim, scientific director of the Ottawa-based Canadian Stroke Network.

"High blood pressure is by far the biggest risk factor for all kinds of diseases, not just strokes, but heart disease, kidney failure, retinal degeneration -- I can go on and on," Dr. Hakim says. Hypertension is major cause of dementia, as well as small strokes that don't necessarily leave people paralysed, but makes them unable to think clearly, Dr. Hakim says.

"Parents are pressed for time. All of us are pressed for time, and there are surveys that suggest on any one day, one-quarter to one-third of us are grabbing something to eat



CREDIT: Stuart Davis, The Vancouver Sun
Most of our salt intake comes in the form of hidden salt added to the foods we eat.

that is fast food," Dr. Hakim says.

"This information about what you're feeding your kids is available, so please take the time to figure out what it is you're offering your kids when you drive by a fast food outlet and grab something."

Salt is sodium and chloride. It results in an imbalance across the muscles and blood vessels, causing vessels to tighten and making it more difficult for blood to flow around the body. Eventually, the arteries become permanently scarred.

Most of our salt intake comes from hidden salt added to food by the food industry, and surveys have shown Canadian food products, from breakfast cereals to cheeseburgers, are among the saltiest in the world.

Although high blood pressure is uncommon in children, people who develop high blood pressure early in life are likely to have high blood pressure when they're older.

"And obese children, or children who are battling overweight are even more sensitive to salt than thin children," says Dr. Arya Sharma of the Canadian Obesity Network. "Given that we also have a childhood obesity epidemic, we have to be very concerned about the amount of sodium our kids are eating."

"If it's the occasional (fast food) meal, there's certainly nothing wrong with that," says Dr. Sharma, chair of obesity research at the University of Alberta in Edmonton. "The problem is we know a lot of kids and parents are eating these kinds of foods on a regular basis."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.

The Ottawa Citizen

Published: Tuesday, January 29, 2008

Two Ottawa teens face drug trafficking charges after Ottawa police carried out a 10-day investigation into reports of drug trafficking in and around west-side high schools. Police seized 180 grams of marijuana, 47 grams of hash and 4.2 grams of cocaine from high schools in the public and Catholic school boards. In all, 19 teens were arrested.

© The Ottawa Citizen 2008

Ads by Google

Free Software Downloads

From mapping software to virus protection - Download Google Pack.
pack.google.com

Top 2008 Antivirus Review

Compare Top Antivirus Software.
Read Reviews & Compare Ratings.
StarReviews.com

Driver Repair

Fix PC. Remove Errors. Clean System
Complete Scan. Takes 6 Mins.
www.ErrorSmart.com



January 29, 2008

Bilingual when 'practical'

Most councillors say existing city policy strong enough

By DEREK PUDDICOMBE, CITY HALL BUREAU

Most city councillors who spoke with the Sun yesterday say the city's bilingualism policy is strong enough and not all bus drivers need to speak both official languages.

"I've heard from some of my francophone constituents and even they say it would be too tough on the tax bill," said Gloucester-South Nepean Coun. Steve Desroches.

He was responding to an official languages complaint launched by Orleans resident Michel Thibodeau, who is offended because bus drivers only converse with passengers in English.

City clerk Pierre Page is investigating the complaint, and is also completing a bilingual designation review for OC Transpo.

The city's bilingualism policy is a "practical" policy that suggests designating city positions as bilingual where warranted, said Page. The policy is based on council's 2001 decision to offer city services in both official languages.

The city's own numbers suggest about 30% of employees already work in both official languages.

OFF TARGET

All city directors and deputy managers are required to be bilingual and bilingualism will be a prerequisite for all managers by Dec. 31, 2009. If candidates are not bilingual, they will need a special exemption from council.

"We are not going to ask someone who doesn't have any interaction with the public to be bilingual," said Page.

Page said there are positions he would expect to be bilingual but the policy is "applied on a practical approach."

"There is no target but we are looking at each service to see the type of interaction they have with the public," he said.

He also said the city doesn't provide bonuses to employees who speak both official languages.

By the end of May 2007, about 20% of all city jobs had been designated as officially bilingual.

Capital Coun. Clive Doucet told the Sun yesterday Thibodeau is targeting the wrong service. He said the city should be looking at designating more of the city's police officers as bilingual.

"They deal with the public in a more intimate way," he said. "Mr. Thibodeau picked the wrong service."

At least one city councillor wants all OC Transpo drivers to be bilingual.

Orleans Coun. Bob Monette wants the city to retain and hire bus drivers who speak English and French.

"It's not too much to ask," Monette said yesterday.

He says the requirement is necessary because bus drivers interact with the public on a daily basis.